



Pour l'avenir de la fonction publique et de ses agent-es

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public, à une Fonction publique et au Statut général au service de toutes et tous, porteurs de l'intérêt général.

Elles appellent, ensemble, le gouvernement à entendre leurs demandes en matières salariales et concernant le projet de loi fonction publique.

Alors que le Sénat étudie, à son tour, le projet de loi de transformation de la fonction publique, les organisations soulignent leur attachement aux instances actuelles de dialogue social qui permettent aujourd'hui de protéger les agent-e-s. Leur suppression risque d'entraîner une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire. Elles estiment que le recours accru au recrutement sur contrat accentuera la précarité dans la fonction publique. C'est également l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité et d'impartialité du service public qui sont menacées.

A la veille du rendez-vous salarial du 2 juillet 2019, les organisations syndicales exigent une politique salariale qui reconnaisse davantage le travail, les qualifications et l'engagement professionnel de toutes et tous les agent-es.

Elles revendiquent une amélioration de leurs salaires qui passe par le dégel de la valeur du point d'indice et des mesures générales alors que l'inflation reste forte à 1,3% sur les 12 derniers mois.

Elles demandent aussi que la compensation de la hausse de la CSG prévue pour les seules années 2018 et 2019, soit pérennisée en rappelant que les agent-e-s publics n'ont pas vu leur pouvoir d'achat augmenter au contraire des salarié-e-s du secteur privé.

Elles demandent également la suppression du jour de carence.

La CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la FSU, Solidaires, la FA-FP, la CFE-CGC et la CFTC appellent à un rassemblement le jeudi 27 juin à 12h00 devant les ministères des Finances et de l'Action et des comptes publics à Bercy afin de rappeler leur opposition à cette loi de transformation de la fonction publique et leur volonté d'obtenir des mesures concrètes pour le pouvoir d'achat de toutes les agent-es publics.